

Hollande, en rempart de la République

ÉLYSÉE. Les valeurs de notre société, la reconquête des territoires perdus, l'engagement citoyen seront au cœur de la grande conférence de presse semestrielle aujourd'hui à l'Élysée.

CONFÉRENCE de presse à l'Élysée, saison 5. Pour la cinquième fois depuis le début de son quinquennat, François Hollande a rendez-vous avec la presse ce matin pour rendre compte de son action. Mais, après les attentats de janvier, cet exercice ne ressemblera pas aux précédents.

Sur la forme, peu de changement. Le président fera une courte intervention avant le jeu des questions-réponses. Le tout pendant près de deux heures. L'an dernier, Hollande était empêtré dans les révélations de « Closer » sur sa liaison avec Julie Gayet. Six mois plus tard, « Merci pour ce moment », le livre de Valérie Trierweiler, ruinait sa conférence de presse de septembre. Le tout sur fond d'impopolarité record dans les sondages. « Sur ce terrain, il est aujourd'hui plus tranquille », constate un proche. Le climat a

changé, sa gestion des attentats a été saluée à droite comme à gauche et les sondages, sans être mirobolants, s'en ressentent.

Protéger la France face aux terroristes tout en réduisant ses fractures

Hollande aura donc un message à faire passer : « La République, c'est moi. » L'attentat de Nice contre des militaires mardi, les images du pilote jordanien brûlé vif par Daech, les nouvelles menaces des terroristes contre la France... « Tous les jours, les Français ont besoin d'être rassurés », explique un de ses conseillers. Ce matin, le chef de l'Etat se placera au avant-postes du combat républicain. Protéger la France face aux terroristes tout en réduisant ses fractu-

res qui nourrissent le repli, les affrontements voire parfois la dérive jihadiste. Ces derniers jours, Hollande a ainsi consulté tous azimuts pour trouver des idées neuves. « Il a vu tout le monde », assure Julien Dray, un fidèle. Y compris des acteurs de terrain qu'il n'avait pas l'habitude d'associer à la préparation de ce rendez-vous. Quinze jours après l'émoi suscité par Manuel Valls évoquant « un apartheid social, territorial, ethnique », le président devrait consacrer une bonne part de sa conférence aux « ghettos de la République ». « Il est temps aujourd'hui de faire sauter les plafonds de verre qui bloquent le pays », plaide un ministre.

L'Élysée devrait donc lancer des chantiers. Sur sa priorité à l'éducation, Hollande insistera une fois de plus sur l'apprentissage du français dès le plus jeune âge ou l'insertion des jeunes lycéens des filières professionnelles grâce à davantage de stages en entreprise. Sur la question du logement, il va devoir trancher : faut-il interdire l'application du droit au logement opposable (Dalo), destiné aux plus fragiles, dans les quartiers déjà en difficulté ? Notre politique de peuplement est à revoir », insiste François Pupponi, député-maire de Sarcelles (Val-d'Oise). Alors que le chômage mine ces territoires, un nouveau coup de pouce aux créations d'entreprises et surtout à leur pérennité est à l'étude en musclant le soutien de la Banque publique d'investissement (BPI). Enfin, Hollande veut réitérer ses appels à l'« engagement » civique, son nouveau totem post-11 janvier. Le



Paris (Vill), septembre 2014. La dernière conférence de François Hollande avait été ruinée par la sortie du livre « Merci pour ce moment ». Aujourd'hui, le climat a changé et après les attentats de janvier, cet exercice ne ressemblera pas aux précédents.

service civique pourrait ainsi monter en puissance jusqu'à 200 000 jeunes (contre 35 000 aujourd'hui) d'ici à 2017 tandis que le lancement d'une « réserve citoyenne », sur le modèle des réserves de l'armée, a été étudié. « Il s'agirait de permettre à tout bénévole de donner un peu de son temps notamment

dans l'éducation ou la santé », précise-t-on à l'Élysée. « Défendre la République des principes, OK mais les Français attendent d'abord la République des résultats et du concret », confie un secrétaire d'Etat. Sinon, le regain de forme de Hollande risque de n'être qu'un feu de paille.

ÉRIC HAQUEMANT ET ROSALIE LUCAS

Le chantier de l'islam de France

« Il n'y a pas une organisation des musulmans suffisamment structurée et centralisée pour que les messages soient passés. Ça ne diffuse pas dans la communauté parce que l'organisation n'est pas adaptée », explique François Hollande en petit comité. Le président ne le cache pas : le Conseil français du culte musulman (CFCM), créée en 2003 par Nicolas Sarkozy, a montré ses limites. A l'occasion de sa conférence de presse, le chef de l'Etat pourrait donc demander à Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur et

des Cuites, d'accélérer la mutation et l'élargissement du CFCM. Objectifs : mieux contrôler la formation et l'habilitation des imams parfois venus de l'étranger, ou les amonâlers musulmans qui interviennent dans les prisons pour éviter les dérives jihadistes. Plus largement, le gouvernement rêve d'un Grenelle de l'islam de France, permettant, outre l'implication des imams, « une véritable représentation des Français de confession musulmane » à travers une Instance associant des intellectuels, des experts... E.H.

La question que vous voudriez poser au président

« Comment agir dans les copropriétés dégradées ? »

Jean-François Dardenne, maire de Nogent-sur-Oise (Oise)

« **LES COPROPRIÉTÉS** dégradées sont l'un des points noirs du logement en banlieue », selon Jean-François Dardenne, le maire (sans étiquette) de Nogent-sur-Oise (Oise). Dans sa commune de 19 000 habitants, il y a le quartier de la Commanderie, sous administration judiciaire depuis quinze ans. Ces résidences, construites dans les années 1960 pour des travailleurs qui accédaient à la propriété, sont devenues des bombes à retardement cumulant pauvreté, abandon, endettement des copropriétaires et dégradations. Les maires ont été appelés à la rescousse par les habitants. Celle de Nogent-sur-Oise, depuis plusieurs années, a décidé d'intervenir, avec des résultats. « Mais le problème, c'est que l'on est souvent à



la limite de la légalité. On prend des risques sur le plan juridique, par exemple, lorsqu'un agent municipal intervient pour réaliser des travaux dans les parties communes, explique l'élu. Alors, monsieur le président, comment encourager et sécuriser l'intervention des collectivités locales dans ce type de copropriétés ?

FLORIANE LOUISON

« Que faire pour libérer l'énergie des quartiers ? »

Edouard de Penguilly, président de l'association Initiative Plaine Commune (93)

ÉDOUARD de Penguilly se bat pour qu'on n'associe plus la Seine-Saint-Denis au chômage. Ce chef d'entreprise de Saint-Denis préside une association qui aide les jeunes créateurs à lancer leur boîte grâce à des prêts à taux zéro. Quatre-vingt-deux entreprises et 231 emplois ont ainsi été créés en 2014, dans neuf communes du 93. « Il y a une créativité maximale, assure-t-il. Je le constate au quotidien, sans angélisme : la diversité culturelle est facteur de création. Les jeunes dans nos quartiers sont plus dynamiques, ont plus la gagne, et cela fait la différence pour un employeur. » Problème : « Cette énergie est bridée », selon Edouard de Penguilly. « On ne prend pas la peine d'écouter ces créateurs. L'idée règne encore que, si je m'appelle Mohammed et que je vis dans la cité du Franc-Moisin à Saint-



Denis, on ne va pas m'écouter. » Selon lui, Manuel Valls a raison de parler d'apartheid : « Le territoire a une image très négative, au point que même ceux qui y réussissent ne pensent qu'à partir. [...] Je demanderais au président ce qu'il compte faire pour laisser l'énergie des quartiers s'exprimer, pour que ces jeunes soient enfin écoutés et reconnus à leur juste valeur. »

JEAN-GABRIEL BONTINCK

« La loi SRU sera-t-elle appliquée partout ? »

Mohamed Bensaada, manipulateur radio à Marseille

ÂGÉ DE 46 ANS, Mohamed Bensaada est militant du Collectif des quartiers populaires de Marseille. « Je voudrais interpeller le président sur ce qu'a dit son Premier ministre concernant l'apartheid, dit-il. Partage-t-il cet état des lieux, et si oui quelles solutions propose-t-il, qu'elles soient politiques, sociales ou symboliques ? Va-t-il par exemple tenir sa promesse sur le droit de vote des étrangers, thème qui revient systématiquement à chaque réunion que nous menons dans les quartiers de Marseille ? Est-ce qu'il va enfin arrêter le saupoudrage des moyens : je pense au plan pour l'Éducation nationale, 250 millions sur trois ans ? Qu'est-ce que ça représente en regard à ce qui a été donné aux banques ? » Autre priorité selon Bensaada, le logement : « Est-ce que la loi SRU va être appliquée partout ? A Marseille,



le, nous avons 20 % de logements sociaux, mais concentrés dans trois arrondissements sur seize. Il ne suffit pas de parler du vivre-ensemble, il faut des mesures énergiques ! On fait les mêmes constats depuis trente ans, la situation empire et qu'est-ce qui se passe ? En fait, je voudrais lui demander s'il va avoir le courage de mener la politique pour laquelle il a été élu ? »

MARC LERAS